

**Directeurs-Gérants :**  
**F. DE RODAYS & A. PÉRIER**  
Rédacteur en chef. Administrateur.

**SECRÉTAIRE DE LA RÉDACTION :**  
**Gaston CALMETTE**

**TÉLÉPHONE :** 102.46 Rédaction  
102.47 Administration

**ANNONCES ET RÉCLAMES**  
Agence P. DOLLINGEN, 16, rue Grange-Batelière

# LE FIGARO

**H. DE VILLEMESSANT**  
Fondateur

**RÉDACTION**  
ADMINISTRATION — PUBLICITÉ  
26, Rue Drouot, 26 — PARIS

**ABONNEMENT**

	Trois Mois	Six Mois	Un An
Seine, Seine-et-Oise.	15	30	60
Départements.	18 75	37 50	75
Union Postale.	21 50	43	88

On s'abonne dans tous les Bureaux de Poste de France et d'Algérie.

## Conjectures ET Perspectives

La journée du premier de l'an, si l'on en croit les télégrammes échangés de tous les points de l'Europe, a été remplie par l'expression d'un seul vœu : la Paix. Ce n'est pas M. Félix Faure, Président de la République française, qui l'a formulé dans les termes les moins heureux. Sa petite harangue au nonce, en présence du corps diplomatique étranger réuni à l'Élysée, est un chef-d'œuvre. Mais comment cependant n'être pas frappé de tout ce qui pèse d'appréhensions, de méfiances et de découragement sur les esprits les plus calmes et les plus froids ? Nous marchons dans l'inconnu, en plein brouillard, comme les habitants de New-York qui, l'autre semaine, ne pouvaient sortir à pied, et en plein jour, dans les rues de leur propre cité sans se heurter de plein front.

L'Europe, à coup sûr, souffre vivement de cet état de choses, mais parmi les nations de notre vieux continent, c'est la France évidemment qui en souffre le plus. Il lui faudrait la lumière, le grand air, les vastes horizons pour préparer son Exposition universelle de 1900, pour attirer vers elle l'attention, le mouvement des affaires et des idées, pour donner au monde, en un mot, à l'heure décisive, le spectacle qu'elle lui a promis et pour lequel nos gouvernants ont dépensé déjà tant de millions. Mais c'est la fatalité, en France, de ces fêtes gigantesques : dans les vingt-quatre ou dix-huit mois qui en précèdent l'ouverture, des complications surgissent presque inévitablement. On dirait que nos ennemis, nous croyant enchaînés par les obligations extraordinaires que nous avons assumées, se tiennent pour dispensés de compter avec nous pendant quelque temps sur le terrain de la politique extérieure et libres d'agir comme si nous n'existions pas. Rappelez-vous la guerre austro-allemande de 1866 qui précéda d'un an l'Exposition de 1867, et la guerre turco-russe qui fut presque contemporaine de l'Exposition de 1876 ?

Les mêmes perspectives s'ouvrent déjà pour celle de 1900, et il y a certainement un pas singulièrement difficile à franchir au début de la nouvelle année, avec cette nuance particulière et sans précédent au cours de notre histoire depuis 1815, que le déclin de la confiance publique dans le maintien de la paix provient d'outre-Manche et que l'ennemi qui semble prêt à se jeter sur nous s'appelle l'Angleterre ; l'Angleterre où il n'y a plus place apparemment pour le jeu des opinions modérées, mais où sévit avec une égale intensité chez les anciens conservateurs autant que chez les néo-libéraux le fléau de l'impérialisme.

J'ai cru avec bonne foi, et je regrette d'avoir à dire : avec naïveté, j'ai cru que le règlement pacifique de l'incident de Fachoda allait rendre aux rapports entre la France et l'Angleterre leur caractère traditionnel de cordialité. Eh bien, j'en fais l'aveu, je me suis trompé. La tension officielle de ces rapports a disparu, mais lord Salisbury a cru que le moment était venu de résoudre tous les litiges pendants entre les deux pays. Nous lui avons fait nous-mêmes, sur les questions demeurent en suspens après le rappel de la mission Marchand, des propositions directes : Lord Salisbury, de son côté, a paru se réserver l'initiative de nous en faire à son tour ; la vérité est que jusqu'ici, sur les uns comme sur les autres, l'homme d'Etat s'est enfoncé dans le silence le plus complet. M. Cambon vient de passer un mois à Londres sans recueillir sur ce sujet des indications bien précises ; il y retournera dans une huitaine pour attendre l'heure où le chef du Foreign Office consentira à s'expliquer. Jusque-là, nous demeurons en présence du vide, ou plutôt dans la situation d'un homme qui, placé contre son gré devant une maison en démolition, se demanderait à toute minute quelle tuile lui tombera bientôt sur la tête.

Entre temps, l'imagination populaire anglaise se familiarise plus volontiers avec l'idée d'un arrangement pacifique, en laissant d'ailleurs entendre que si l'éventualité d'une guerre entre les deux rivaux de la Manche s'éloigne, c'est surtout parce que, dans la conviction générale de nos voisins, afin d'éviter cette à tous les sacrifices. Des députés expriment déjà la conviction que la question de Terre-Neuve tiendra une place considérable dans les futures négociations ; d'autres, politiciens sans nom, ou simples buffètes selon l'expression chère à M. Chamberlain, ont dans leur tête et livrent au public tout un plan d'accord franco-anglais qui semble à première vue relever du vau-de-ville. M. Delcassé céderait à l'Angleterre tout ce qui nous reste de Terre-Neuve depuis le traité d'Utrecht, et reconnaîtrait demain le protectorat britannique sur l'Égypte ; que sais-je encore ? Moyennant quoi, nous recevions de la libéralité de nos voisins quelque bribe de leur empire colonial en Afrique et en Amérique, plus un accès direct vers le haut Nil, peut-être par le Bahr-el-Ghazal ! Il y a probablement dans ce programme une large part de fantaisie ; mais je ne jurerai pas pourtant qu'il ne fût un ballon d'essai. En tout cas, l'unité d'opinion en Angleterre paraît avoir jeté son dévolu sur Terre-Neuve. Pour rappeler un refrain fameux chez nous, et qui s'applique à tout, c'est Terre-Neuve qu'il faut aux Anglais !

Je me garderais bien de rien préjuger des résolutions de lord Salisbury ; le mieux sera encore, lorsqu'elles seront connues plus ou moins complètement, de ne pas entraver l'action de la diplomatie par des polémiques de journaux qui compliqueraient plutôt qu'elles ne simplifieraient sa marche. Une seule question s'imposera à l'ouverture des discussions, la question de savoir si les Anglais veulent traiter avec la France dans un sincère esprit de conciliation, ou s'ils ne visent qu'à nous mettre aux prises avec un ultimatum irréductible. J'écarte provisoirement cette seconde hypothèse, parce que je la crois indigne du caractère pondéré et de l'esprit élevé de lord Salisbury. Il n'a pas le génie politique de feu le prince de Bismarck, mais, ce qui vaut mieux, il a plus que lui le souci de la justice humaine, telle qu'on la conçoit et qu'on la pratique en Angleterre. En réalité, ce serait un fait trop nouveau et trop imprévu que l'entrée en scène du premier ministre de la Reine armé d'un programme politique qui n'aurait rien à retrancher de quelques-unes des élocutions de son collègue Chamberlain, ni des intimidations intolérables par lesquelles la presse de Londres l'a soutenu. N'y aurait-il donc plus, de l'autre côté du détroit, que deux joutes de la vieille école, sir William Harcourt et M. Morley ? Qu'ils se réveillent au plus vite ; il y a peut-être des milliers d'électeurs ébourrés prêts à les acclamer.

Quatre-vingt-quatre années de paix, quelquefois d'alliance et presque toujours de bonne amitié viennent de s'écouler entre la France et l'Angleterre : a-t-il suffi de l'incident de Fachoda pour les faire oublier et en rompre la tradition ? A l'esprit des Français de la génération, et à plus forte raison de ceux qui l'ont précédée, jamais l'idée d'une guerre avec l'Angleterre, surtout après les désastres que nous avons subis en 1870-71, ne s'est présentée sérieusement. Est-ce la fin de cette situation bienfaisante qui se prépare ? Je ne le crois pas encore, mais j'avoue que les précédents de l'Angleterre à notre égard ne ressemblent maintenant singulièrement à ceux de la Prusse dans les derniers temps du règne de Napoléon III. C'est déjà trop, beaucoup trop, qu'une pareille comparaison s'impose aux esprits réfléchis.

Quelques éclaircies, il est vrai, se dessinent en notre faveur sur l'échiquier européen. Si l'Angleterre nous malmenait rudement, la Triple Alliance subit, en revanche, par l'effet du temps et de l'usage, des déchéances sensibles. La loi des vainqueurs et de la force n'est plus dirigée exclusivement, comme autrefois, contre la France, et quand l'Angleterre nous menace du poing, nous redevons pour les sympathiques à l'Europe ; il n'est pas jusqu'à l'Italie qui ne cherche en ce moment à regagner la confiance des Français en montrant par ses actes tout le prix qu'elle y attache après une défection de plus de quinze ans.

Ne perdons pas courage, et je voudrais pouvoir ajouter : Soyons unis pour mieux prouver que nous sommes forts. Malheureusement, nos dissentiments intérieurs nous poussent aujourd'hui à un tel point que les plus optimistes au dehors commencent à désespérer de nous. Chaque jour je lis des lettres où je reçois par des liers des confidences d'amis que je conserve à l'étranger, et qui, sans amertume et plutôt avec un regret sincère, prédisent la chute de la France à bref délai : ils s'imaginent déjà que nous sommes tombés dans les convulsions de la dernière heure. S'ils ne viennent plus à Paris, c'est qu'une révolution y est imminente ; ils annoncent même qu'elle est déjà commencée ! Sans doute l'affaire, comme on l'appelle, est triste et lamentable. Mais ce qui lui donne dans le monde entier un retentissement et une ampleur démesurés, c'est le soin avec lequel des étrangers, journalistes ou simples particuliers, établis ou de passage à Paris, tirent de nos journaux, pour les expédier au delà de la frontière, par le télégraphe et quelquefois par la poste, des informations passionnées, abracadabrantes, telles que l'incendie de nos grands magasins, ou transformant en batailles sanglantes des bagarres de réunions publiques. Il existe, non loin de nous, des empires, peut-être sans lendemain, où toutes les règles de la vie constitutionnelle sont suspendues, sans qu'on puisse prévoir le moment où il sera permis d'en rétablir le fonctionnement ; qu'est-ce que la presse européenne dirait donc de ces empires, si elle les jugeait d'après les règles de justice qu'elle nous applique ? Oui, cela est entendu, l'année commence mal ; mais il n'est pas défendu d'espérer qu'elle se terminera mieux.

Whist.

## Échos

### La Température

La bourrasque qui quitte les îles Britanniques et se dirige vers l'Allemagne ; le baromètre se relève dans l'ouest de l'Europe, mais le vent souffle toujours en tempête, surtout sur la Manche où, devant Dunkerque, la mer est absolument démontée. En outre, il a plu et neigé presque partout.

La température s'abaisse ; à Paris, elle descendait hier 6° au-dessus du matin et ne dépassait pas 7° vers la fin du jour ; on notait 10° à Alger. Des pluies et des neiges restent encore probables. Dans la soirée et après une journée relativement bonne, le thermomètre était à 6°, et le baromètre à 750 mm.

Monte-Carlo. — Thermomètre : le matin à huit heures, 8° ; à midi, 12°. Grand vent.

### UNE BONNE LIGUE

C'est de la Ligue pour la « Patrie française » que je veux parler. Soyez tranquille, je ne demande pas à en être

comme cet excellent Hervé de Kérouan, qui, pour prix de ses avances, n'a obtenu, qu'un bon coup de pied dans les genoux. C'est une façon particulière d'offrir à tous les Français un terrain de conciliation.

D'ailleurs, il me semble bien, je crois, me souvenir que je fais déjà partie d'une ligue assez semblable. Tous les ans, vers le mois de mai, je paye ma cotisation qui est plutôt salée, et que me présente le percepteur.

Mais ce n'est pas une raison pour soutenir, comme le fait le *Temps*, que la Ligue pour la « Patrie française » n'est pas viable et qu'elle va mourir de son exclusivisme.

Il suffit de jeter autour de soi un regard même nonchalant pour découvrir qu'en ce moment du moins les Français sont occupés activement à demander les uns pour les autres les traitements les plus sévères, même les plus barbares, parmi lesquels l'expulsion, l'exil figure en place avantagée. Les Français sont, en outre, très jaloux de se contester mutuellement la qualité de Français.

Si, par impossible, une bonne fée surgissait, qui put se faire entendre de tous les partis et fût assez puissante pour remplir tous leurs vœux, je me demande combien dans la douce France il resterait d'indignes pourvus de leurs quatre membres.

Les juifs seraient nettoyés, bien entendu, ainsi que les protestants. Les républicains seraient expulsés par les monarchistes et les impérialistes, qui s'expulseraient ensuite les uns les autres, à moins qu'ils n'eussent été préalablement occis par les républicains, qui s'entre-tueraient ensuite selon la bonne tradition. Les libres penseurs renverseraient les catholiques, et vice versa. Et il ne resterait plus dans notre patrie que le bétail, plus intelligent et moins méchant que l'homme.

Par conséquent, toutes les forces françaises étant tendues vers la lutte civile, un groupement nouveau ne peut réussir qu'il se conforme dans son organisation à l'organisation qui domine en ce pays. Par conséquent, une ligue politique, de quelque nom qu'elle se pare, doit préparer des parias, des outlaws.

Par conséquent, on peut dire que la Ligue pour la Patrie française est viable. Elle proscribit déjà. — J. CORNÉLY.

### A Travers Paris

M. le comte Henri Delaborde, secrétaire perpétuel honoraire de l'Académie des beaux-arts, est depuis une quinzaine assez souffrant.

A la suite d'un malaise subit, il a dû s'altérer et ses médecins le surveillent très étroitement.

Malgré son grand âge — M. Delaborde a quatre-vingt-sept ans — on est certain que sa vieille vaillance triomphera de cette crise qui, tout d'abord, avait fort alarmé son entourage.

M. Marcel Prévost vient de rentrer à Paris après une série de conférences qu'il avait bien voulu faire en Hollande, sur l'invitation de l'Alliance française pour la propagation de notre littérature à l'étranger.

Le charmant écrivain, qui est en même temps un causeur exquis, avait pris comme sujet de ses conférences « George Sand, sa vie et son œuvre », et il a eu à La Haye, Utrecht, Rotterdam, c'est-à-dire partout où il a parlé, le grand succès qu'il était facile de prévoir.

Parmi les rares promotions faites à titre étranger dans la Légion d'honneur, figure celle du docteur Borchgrevink, superintendant de la mission norvégienne de Madagascar, « pour services rendus depuis trente ans au développement de la langue et de l'influence françaises à Madagascar ».

La mission norvégienne, à laquelle le général Gallieni, sur la proposition de son chef de mission, a été accordée, rend un si bel hommage, est beaucoup moins connue en France que les différentes missions anglaises. Son activité est considérable, tant au point de vue scolaire qu'au point de vue de la mission proprement dite. Elle entretient de plus plusieurs hôpitaux, dont un léproserie.

Elle est luthérienne, comme toutes les Églises de la Norvège dont elle relève. Les Églises luthériennes de France, depuis que Madagascar est devenue terre française, lui prêtent un concours très efficace, en lui fournissant des subsides et en lui envoyant des missionnaires et des instituteurs. Ces derniers se recrutent pour la plupart dans « le pays de Montbéliard », seule région où, en dehors de Paris, il y ait une agglomération d'Églises luthériennes. Mais le Comité d'action est à Paris et a pour président M. Caspary, l'ingénieur-hydrographe répétiteur à l'École polytechnique, et pour secrétaire M. le pasteur Buchsenschütz qui, il y a quelques années, quand il était encore pasteur à Saint-Denis, a su si noblement se solidariser avec le clergé catholique, molesté par la municipalité plus communarde que dionysienne.

M. le vicomte de Faria, ministre de Portugal auprès de la République argentine et de la république de l'Uruguay, délégué en qualité de commissaire royal du Portugal à l'Exposition universelle de 1900, vient d'arriver à Paris avec toute sa famille. Il est descendu chez sa fille, Mme de Armstrong, en attendant l'achèvement de son installation.

Le vicomte de Faria compte de très nombreuses sympathies à Paris où il a rempli pendant douze ans les fonctions de consul général et, plus tard, celles d'inspecteur général des consuls portugais en Europe.

S. A. I. Malek Mansour Mirza, fils du Schah, assistait hier au procès de la bande des voleurs de Neuilly, que notre collaborateur judiciaire a déjà raconté, et qui n'offrit d'ailleurs, semble-t-il, qu'un fort médiocre intérêt.

Le jeune prince a dû rapporter à l'audience une juste fierté, sa sécurité publique dans la banlieue parisienne.

### INSTANTANÉ

M. CHARLES BENOIST

L'écrivain qui vient de reprendre d'une façon éclatante la vieille question de la révision de la Constitution par une Constituante est un des rares normaliens qui n'ont jamais fait de littérature. Je l'appellerais volontiers un vivisectionneur politique. Il s'est appliqué, en effet, dans tous ses écrits, à mettre à nu les sophismes de la politique de notre temps et à en dévoiler les plaies et les états morbides.

Avant de s'en prendre à l'informe Constitution-Wallon, à laquelle nous devons tous nos avortements politiques, économiques et sociaux, M. Charles Benoist avait exposé, dans une série d'études magistrales, les vices du suffrage universel dans la forme que nous a léguée la révolution de 1848. Au suffrage universel chaotique qui a amené ce qu'il appelle la crise de l'Etat moderne, le savant publiciste propose de substituer un suffrage universel organique et vivant, qui fera de la représentation nationale non plus l'instrument aveugle du nombre, mais la mise en action des activités diverses et des intérêts multiples du pays.

Ce n'est pas précisément une idée nouvelle ; elle a traversé le cerveau de beaucoup de penseurs, parmi lesquels P.-J. Proudhon. Mais M. Charles Benoist l'a faite sienne en la creusant profondément et en lui imprimant le sceau de sa forte personnalité.

Dans la campagne qu'il a provoquée en faveur de la révision, il a donné une preuve de sens pratique en se mettant derrière M. de Marcère, un républicain déshabillé de la Constitution dont il fut un des auteurs.

Ah ! monsieur Berthelot, monsieur Berthelot, quel trouble vous avez jeté dans certains cerveaux en écrivant ceci : « Voici les vœux que forme un vieillard pour la dernière année de ce vingtième siècle » !

En effet, il y a des gens qui affirment que vous avez raison et que le vingtième siècle commencera le 1<sup>er</sup> janvier 1900.

Il y a d'autres personnes qui s'imaginent qu'un siècle se compose de cent ans et que l'année 1900 est la centième année du dix-neuvième siècle, qu'elle lui appartient, par conséquent, que le vingtième siècle commencera seulement le 1<sup>er</sup> janvier 1901.

Et qu'enfin l'Exposition universelle n'ouvrira pas le vingtième siècle, mais qu'elle fermera le dix-neuvième.

L'enseignement primaire semble donner raison à ces gens-là. Mais si l'Académie des sciences leur donne tort ?...

### AUTOUR DU BOULEVARD

Je ne sais si Mr Harry Pech, l'Américain qui prétend reconnaître le caractère et la nature des gens à leur parfum préféré, se doute des tempêtes qu'il a soulevées dans le brillant monde, et surtout des discussions à perte de vue provoquées par sa théorie, un peu sujette à caution, dans le camp des beautés à la mode de la société parisienne. Les oreilles doivent pourtant lui tinter ; car, depuis quelques jours, il n'est guère de dîners ni de cinq o'clock où il ne soit sur la sellette et où, tantôt pour chanter ses louanges tantôt pour le vilipender, les belles dames ne s'occupent de lui.

J'ai eu la bonne fortune d'assister plus d'une fois à ces débats contradictoires ; j'ai fait ma petite enquête, pointé les opinions, et je dois dire à Mr Pech que la majorité du sexe aimable conteste énergiquement le bien fondé de quelques-unes de ses assertions. J'ai bien peur, par exemple, qu'il ne perde absolument son temps à essayer de déconstruire le peau d'Espagne, qui à toujours passé pour un parfum superlativement aristocratique et dont une élite restreinte de jolies femmes — il me serait facile de citer leurs noms — très haut cotées sur le turf mondain se pique de faire usage. De même les propriétés du corymbolys, qu'il affirme être l'apanage des « natures d'exception », sont fort loin de rallier les suffrages du grand nombre. Quant aux vertus de l'eau de Cologne, Mr Pech peut les célébrer à son aise ; il prêche et prêchera toujours dans le désert — du moins en ce qui concerne les Parisiennes. Non pas qu'elles méprisent le liquide hygiénique qui a rendu célèbre le nom de Jean-Marie Farina et qui fait les délices des institutrices allemandes ; mais pour ce qui est de le considérer comme le roi des parfums, allons donc ! Cela ne supporte même pas l'examen. — L'AFFRANCHI.

Les séances de luttas aux Folies-Bergère sont absolument triomphales et la foule de sportsmen qui envahit l'élegant théâtre de la rue Richer est chaque soir plus nombreuse et plus enthousiaste. Le match de ce soir mettra en présence deux hommes de même poids et dont la réputation est universelle : Constant le Boucher et Sabès de Bordeaux, qui depuis le commencement des luttas aux Folies-Bergère n'a jamais été vaincu.

C'est à M. Formigé que la Ville de Paris a demandé les plans du monument commémoratif qu'elle doit élever pour les victimes non reconnues du Bazar de la Charité dans le cimetière du Père-Lachaise.

Ce monument très simple, pour lequel le Conseil municipal a voté une somme de dix-huit cents francs, se compose d'un piédestal surmonté d'un motif architectural très sobrement décoré et portant cette inscription : « Aux victimes non reconnues de l'incendie du Bazar de la Charité. Paris, 4 mai 1897. La Ville de Paris. »

Ces victimes non reconnues sont au nombre de trois dont les restes reposent actuellement dans les caveaux provisoires de la Ville.

Pour Mme Julian, le docteur Rocher

et le petit David, la Ville a accordé des concessions spéciales au Père-Lachaise et à Bagneux.

Pytlasinski, le célèbre champion russe, qui vient de relever le défi de Robinet, luttera ce soir à l'Olympia avec le champion marseillais.

### Hors Paris

De Saint-Petersbourg :

« La délégation de l'École de Saint-Cyr a été reçue hier, à trois heures, à l'École militaire Paul-I<sup>er</sup>. Elle a été accueillie aux cris de : « Vive la France ! » et saluée par la marche du 37<sup>e</sup> régiment français d'infanterie. Dans la salle de réception, la musique a joué la *Marseillaise* ; les représentants de Saint-Cyr ont bu à la prospérité de l'École Paul-I<sup>er</sup>. »

« La délégation a visité les chambrées, les cuisines, les cantines, puis elle a assisté au défilé des porte-enseigne se rendant au réfectoire, où le dîner des élèves a eu lieu au son des musiques militaires. »

« Les officiers de la délégation sont logés au Cercle de l'armée et de la marine, les élèves dans les chambrées des porte-enseigne. »

« La délégation a rendu visite aux ministres de la Cour, des affaires étrangères, de la guerre, à l'ambassadeur de France et au directeur général des Ecoles militaires. »

A Spa, les fêtes de Noël et du Jour de l'an ont donné une recrudescence d'animation aux salons du Casino. On ne se croirait guère à cette époque de l'année, à voir la foule élégante qui réside à Spa et qui participe à tous les plaisirs offerts par son Casino modèle.

### Nouvelles à la Main

— Madame à son mari :  
— Ton frère a écrit ; il nous exprime ses vœux de nouvel an.

— Oh ! lui, les vœux, il n'en est pas chiche, en sa qualité de conseiller général !

Entendu ce dialogue :  
— Dans la lutte, je n'admet pas le « coup de la cravate ».

— Moi, je le comprendrais à la rigueur... avec Le Bary qui amène l'arbitre !

Le Masque de Fer.

### La Ligue

#### de la Patrie française

#### DEUX LETTRES

##### Lettre de M. François Coppée

3 janvier 1899.

Mon cher ami,

M. Gaston Paris, dans sa lettre ouverte à M. Sorel, reproche à quelques-uns des fondateurs de la *Ligue pour la Patrie française* d'avoir souscrit pour Mme Henry. Je suis de ceux qui ont envoyé leur obole à la souscription de la *Libre Parole*.

En le faisant, je venais contribuer à donner à Mme Henry les moyens d'entreprendre un procès d'où sortira, sur un des points essentiels de l'affaire Dreyfus, la manifestation de la Vérité.

Ceux qui nous attaquent, au contraire, oublient que leur pétition en faveur de M. Picquart avait pour but de l'enlever à ses juges naturels, et de retarder le procès devant le Conseil de guerre d'où la Vérité devait sortir.

C'est au public de voir de quel côté sont les vrais amis de la Lumière.

Je vous serre la main.

François COPPÉE.

##### Lettre de M. Fernand Brunetière

Le 3 janvier 1899.

Mon cher confrère,

Puisque M. Gaston Paris, mon éminent confrère, y revient une fois de plus et me reproche — je ne sais vraiment à quel propos — d'avoir « déclaré la guerre à l'esprit scientifique », je suis bien obligé de protester une fois de plus contre cette interprétation tout à fait abusive de ce que j'ai pu dire de l'« esprit scientifique » et de la « science ».

Ce que j'ai donc dit et ce que je répète se réduit à ces trois points :

1<sup>er</sup> J'ai dit que l'*Erudition* n'était pas la *Science*, et qu'un linguiste, un philologue ou un métaphysicien n'étaient point des savants. Ce sont des gens qui peuvent savoir beaucoup de choses, mais ce ne sont pas des savants. Il n'y a de science que du général ; ou, s'ils aiment mieux cette manière de dire, il n'y a de *lois* que de ce qui s'est vu au moins deux fois ; et au contraire, ce qui distingue les « produits de l'esprit humain », comme les appelle Renan, des phénomènes de la nature, c'est justement qu'ils sont toujours *uniques*. Non seulement le monde n'a pas connu deux Dante ou deux Shakespeare, deux Phidias ou deux Michel-Ange, deux Archimède ou deux Galilée, mais les phénomènes qui ont dégagé la guerre à l'« esprit scientifique » que, de constater ce fait ? Il n'y a point, si l'on veut s'entendre, de sciences « morales » ni de sciences « historiques », mais seulement des sciences rationnelles et expérimentales, ou, en termes plus

familiers, des sciences mathématiques et des sciences physiques et naturelles.

2<sup>e</sup> J'ai dit et je répète, avec une entière assurance, que ces sciences, les vraies, les seules dignes de ce nom, sont impuissantes à nous éclairer sur les problèmes qui nous importent le plus. D'où venons-nous ? pourquoi vivons-nous ? où allons-nous ? Il n'y a ni biologie, ni chimie, qui puisse répondre à ces questions. Les lampes à incandescence n'y jettent point plus de lumière que les chandelles de nos aïeux ; et la sérothérapie, qui ne nous empêchera pas de mourir, ne nous apprendra point davantage pourquoi nous mourons. C'est ce qui est aussi certain qu'aucune démonstration des géomètres. Et si cependant nous avons besoin, pour vivre, d'avoir une opinion sur l'origine, sur l'objet et sur la fin de la vie, c'est tout ce que j'ai dit quand j'ai parlé naguère, non pas même de la « banqueroute », mais des « faillites partielles et successives de la science ». Il fut un temps, en effet, où, dans l'enivrement de son pouvoir, la science avait promis qu'elle résoudrait ces redoutables énigmes.

3<sup>e</sup> Enfin j'ai dit et je répète, que, s'il existe un « esprit scientifique », on ne le contracte pas nécessairement dans le commerce assidu de l'algèbre ou de la chimie. De très grands savants ont déraisonné d'une manière admirable, et la profession de biologiste ou de physicien n'empêche point une « supériorité » de jugement ou de raisonnement sur le reste des hommes. Mon éminent confrère M. Gaston Paris me permettra-t-il d'ajouter que c'est ici, malheureusement, une des grandes confusions de l'heure présente ? Certains savants se croient de bonne foi l'incarnation de leur propre science, et parce que les conclusions de cette science sont ou semblent être pour le moment inattaquables, ils s'imaginent que leurs opinions politiques ou morales participent de cette espèce d'infailibilité. Ce n'est pas attaquer l'esprit scientifique, s'il existe, que de se moquer un peu de la confiance qu'ils ont en eux, et c'est bien moins encore attaquer la science.

Agrez, mon cher confrère, avec tous mes remerciements pour votre hospitalité....

F. BRUNETIÈRE.

### LA LIGUE RESPECTUEUSE

LE REPORTER. — Monsieur et cher maître, je viens vous prier de vouloir bien me donner quelques détails sur cette *Ligue de la Patrie française* dont vous êtes un des principaux membres, et qui est l'événement du jour.

LE LIGUEUR. — Interrogez, je suis prêt à vous répondre.

LE REPORTER. — Votre ligue aura-t-elle un rapport quelconque avec les ligues actuellement existantes, par exemple la *Ligue des patriotes* ou la *Ligue des Droits de l'homme* ?

LE LIGUEUR. — Ce sera tout autre chose.

LE REPORTER. — Je vais vous poser une question très délicate. Respectez-vous l'arrêt de la Cour de cassation, quel qu'il soit ?

LE LIGUEUR. — Mais, certainement. Je suis membre de l'Académie : me voyez-vous ne pas respecter l'arrêt de la Cour suprême ? C'est comme si la Cour de cassation se mettait à ne plus respecter les prix de vertu !

LE REPORTER. — Evidemment. Quant à l'armée, je n'ai pas besoin de vous demander... ?

LE LIGUEUR. — L'armée sera de notre part l'objet d'un respect au moins aussi profond.

LE REPORTER. — On dit qu'il y a parmi vous des hommes appartenant à tous les partis politiques... ?

LE LIGUEUR. — Cela n'a rien de surprenant. Toutes les opinions politiques seront respectées par nous.

LE REPORTER. — Alors, cette accusation de fanatisme que certains journaux ont portée contre vous ?...

LE LIGUEUR. — Fanatismes, nous ! Je suis un petit-fils de Voltaire, moi qui vous parle, et je respecte toutes les croyances.

LE REPORTER. — La religion juive elle-même ?

LE LIGUEUR. — Je la respecte.

LE REPORTER. — Vous blâmez donc l'antisémitisme ?

LE LIGUEUR. — En aucune façon. Nous respectons toutes les idées et toutes les religions. Nous respectons et nous respecterons toujours les personnes et les choses ; la propriété, la liberté de penser et d'écrire, le droit de réunion et d'association, les biens du clergé, les processions et les meetings ; nous respectons la Chambre, le Sénat, le suffrage universel et le suffrage restreint, la presse et les théâtres ; nous respectons l'agriculture et le commerce, sans lesquels il n'y a pas de grand pays. Nous respectons tout, monsieur, mais nous combattons énergiquement le reste.

— Voilà pourquoi nous avons fondé une ligue !

Alfred Capus.

### Les Travaux du Métropolitain

L'éminent directeur administratif des travaux de la Ville de Paris, M. DeFrance, passe maintenant sous terre une partie de ses journées. Il veut que, l'an prochain, à pareille époque, Paris ait pour étonnement son Métropolitain. Il faut pour cela que, dès maintenant, les travailleurs soient ardemment stimulés.

Un certain nombre d'entre eux-ci ont eu l'avantage d'aller vite.

Les entrepreneurs ont signé avec la Ville de Paris un traité d'après lequel les travaux doivent être terminés le 14 janvier 1900.

Chacun aurait par jour de retard 2,000 francs d'amende.

En revanche, chacun recevra par jour d'avance une prime de 2,000 francs.

Les entrepreneurs ont donc, de toute façon, intérêt à avoir fini ce que voudrait M. DeFrance — avant la fin de cette







tionné dans le traité d'Utrecht comme pouvant être exploité par les Français, lesquels n'ont droit de pêcher que du poisson. Il y a pourtant quelques homarides françaises, mais on leur soumet maintes difficultés.

Ce rapide aperçu suffit à montrer ce que c'est que la « question » de Terre-Neuve ou du French shore. En premier lieu, le gouvernement local s'est appliqué à gêner nos pêcheurs dans l'exercice d'un droit que le traité d'Utrecht et que les traités subséquents leur ont conféré; contre ces pauvres marins au rude métier, on a procédé à une série de piqûres d'épingle, suivant le mot à la mode. Enfin, les Terre-Neuviens ont fait bon marché des traités existants en essayant d'accaparer l'industrie des conserves de homarides, et en voulant l'interdire à d'autres, sous le prétexte vaudevillesque de la distinction entre un crustacé et un poisson!

En présence de cet état de choses, nous réclamons, nous invoquons nos droits. Mais à Terre-Neuve comme à Londres, on s'ingénie à ne pas les reconnaître. *That is the question.*

Maintenant, s'il est vrai, comme le disait Bismarck, qu'un coin de terre africaine ne vaut pas les os d'un grenadier pomérannien, je me hâte d'ajouter que le French Shore ne vaut pas le sang d'un marin français. Et nous serions bien avisés en acceptant une compensation en échange de cette partie de côte. Qui sait, même, si nous ne devrions pas solliciter des maintenant cette compensation et cet échange?

Marc Landry.

## NOTES D'UN PARISIEN

Il n'est bruit, paraît-il, à Londres, que d'un extraordinaire souper qu'un clubman des plus connus vient d'offrir à une quarantaine de ses amis. Ici, nous appellerions plutôt cela un banquet. Là-bas, c'est un petit souper de Noël, car il est des gentlemen qui traitent, ce soir-là, jusqu'à quatre-vingt et cent de leurs amis. On a toujours beaucoup d'amis quand on peut les traiter de cette sorte.

Mais, enfin, quarante convives pour un souper intime, c'est déjà gentil. La petite note s'est élevée à 75,000 francs. Pour ce prix-là, on a des chances d'être bien nourri, et, cependant, les quelques détails qu'on nous a donnés sur le menu m'ont laissé rêveur. Il paraîtrait qu'il y avait de la table et d'installer une fontaine d'où coulait un jet d'eau de Cologne, et ce seul détail a coûté, à lui seul, cent louis. C'était très original, je n'en disconviens pas, mais, enfin, l'eau de Cologne comme eau de table, j'avoue que je ne vois pas très bien cela.

Je vous recommande aussi l'entremets sucré. Il consistait en une couronne de feuilles de roses confites. C'est même pour cela qu'on a baptisé ce souper le « souper des roses ». Eh bien! mon Dieu, j'aime beaucoup les roses, mais je n'ai pas besoin pour cela qu'elles soient sucrées, et encore moins confites. J'ai peut-être tort, après tout, de méditer d'un plat auquel je n'ai jamais goûté. Il se peut que des roses confites arrosées d'un petit verre d'eau de Cologne soient un régal, mais j'aime mieux y croire que d'y aller voir, et tous les beaux récits que j'ai lus sur le souper du clubman anglais ne me font pas regretter, jusqu'à nouvel ordre, notre classique dinde aux marrons ou aux truffes, modestement accompagnée de bourgogne ou de bordeaux...

E.

## LA TEMPÊTE

### NAUFRAGE DE L'ANGERS

(Par dépêche de notre correspondant particulier)

Dieppe, 3 janvier.

Une nouvelle catastrophe maritime vient d'attrister à Dieppe le début de l'année 1899. Notre population est encore sous la pénible impression de la perte du canot *Louise-François*, et voici que, cette nuit, un navire de fort tonnage fait naufrage à l'entrée du port, dans des conditions particulièrement dramatiques.

Depuis deux jours, une tempête du Nord, avec sautes brusques au Nord-Ouest, souffait sur le littoral de la Manche. La dernière nuit a été particulièrement mauvaise. Rarement nos marins ont vu une mer si démontée. L'un des cargo-boats qui font le service de la ligne de Dieppe-Newhaven pour le transport des marchandises, l'*Angers*, était parti de Newhaven hier, à six heures du soir. Il se présentait à l'entrée des jetées de Dieppe vers onze heures et demie, ayant accompli une assez bonne traversée. Par vent semblable, la manœuvre exige que les navires qui tentent la passe du chenal, assez difficile, rasent l'extrémité de la jetée Ouest, afin d'avoir le temps de se redresser, par un coup de barre, et d'éviter ainsi de toucher la jetée Est ou jetée du Pollet. Or, c'est à ce moment décisif, et au milieu de la colère des éléments déchaînés, que le plus terrible des accidents se produisit.

La drisse du gouvernail se rompit. L'*Angers*, désemparé, était à la merci des vagues, qui atteignaient à ce moment une hauteur invraisemblable. Jeté d'abord sur le mur de la jetée Ouest, l'*Angers* fut repris par une forte lame, mis en travers, puis, en quelques minutes, lancé en plein par le dehors et par son arrière, dans les cinquante mètres de fermes métalliques qui formaient le prolongement de cette jetée. Un éroulement formidable de cette gigantesque construction se produisit, et le navire échoua au milieu des ruines qu'il venait de causer. Mais la situation n'en était que plus critique pour l'équipage. Les paquets de mer menaçaient de ne rien laisser à la surface du flot.

Avec un grand sang-froid, le capitaine de l'*Angers*, M. Fournier, prit aussitôt les mesures que nécessitait la terrible situation. Un des matelots du bord, Arthur Vallée, put, en montant dans la charpente de ce qui restait de la jetée, gagner la plate-forme, et de là, jeter ce qui se trouvait d'amarrages sous la main. C'est alors que purent tenter et réussir la plus périlleuse des ascensions les nommés Ores, matelot, Henri Morel, 1<sup>er</sup> timonier; Queau, Boitard, chauffeurs; Dupin, graisseur; Menes, cuisinier; Trupin, mousse; Cardon, chef mécanicien; Le sort, maître d'équipage; Gaston Leber, second capitaine; et le capitaine Fournier, qui quitta seulement le bord après avoir constaté qu'il ne restait aucun effort humain à tenter.

Le drame s'était déroulé en un quart

d'heure, par la plus noire et la plus sinistre des nuits de tempête.

Alors un nouveau martyre commença pour les naufragés. Ils virent d'abord mourir sous leurs yeux un des leurs, Groux, dit l'Empereur, qui, sachant bien nager, avait réussi à gagner la plate-forme du mur, mais qui devait succomber au froid et aux multiples blessures qui lui avaient été causées par les épaules. Puis, pendant sept heures, sans pouvoir rien espérer de la terre, où l'on ignorait leur sort; séparés par quarante mètres d'une eau en furie de la jetée manquée et du phare d'où l'on tentait, au milieu des plus grands dangers, de se rendre compte du drame qui se déroulait dans les ténèbres, les douze survivants durent attendre l'arrivée du jour! Le sauvetage se fit dans les conditions les plus étonnantes et à l'aide d'un va-et-vient jeté par le canot porte-amarré.

Ce fut un canot de la Compagnie Bonte qui se dévoua et la fragile nacelle alla porter le premier cordial et la première parole d'espoir aux malheureux.

On put à ce moment se rendre compte de ce qui s'était passé. L'*Angers*, échoué partie sur le galet, partie sur la base en maçonnerie de la jetée détruite, gisait rasé comme un ponton. Les machines avaient, en outre, dû faire explosion. Enfin, un douloureux détail : quatre hommes manquaient à l'appel, et il faut perdre tout espoir de les revoir vivants! Ce sont les nommés Guillaume, second mécanicien, qui a dû être enlevé par un paquet de mer; Dolorme, premier chauffeur; Le Vot et Le Coz, chauffeurs, qui ont dû être noyés ou tués dans la chambre des machines. C'est, avec Groux, cinq victimes qu'a faites ce naufrage. La plupart des disparus sont mariés et laissent onze orphelins!

Les pertes matérielles sont très élevées. On doit considérer l'*Angers*, un coquet petit navire de 350 tonneaux et qui n'avait que douze ans, comme absolument perdu. En outre, la partie de jetée détruite a coûté 30,000 francs environ. Si la mer ne l'enlève pas au prochain flux, il faudra abattre l'îlot en charpente où s'étaient réfugiés les malheureux naufragés.

C'est par le service des douanes, les pompiers, la police et les sauveteurs dieppois, que s'est opéré l'émouvant sauvetage du matin.

Le port a interdit l'entrée au paquebot de voyageurs *Normandy*, qui s'était présenté à trois heures, heure habituelle.

Le *Normandy* a regagné Newhaven. Le chenal reste actuellement libre et la tempête se calme, mais l'émotion est profonde en ville.

Dequen.

Dès l'annonce de l'accident à Paris, M. Delattre, ingénieur du service maritime de la Compagnie de l'Ouest, est parti pour Dieppe. M. de Laminat, sous-directeur de la Compagnie de l'Ouest, est également parti, portant des secours aux familles des marins. D'autre part, M. le ministre des travaux publics a décidé d'envoyer aussitôt à Dieppe le chef de son cabinet, M. Grody, afin de s'enquérir de la situation des familles frappées par ce sinistre, et de leur distribuer différents secours, notamment une somme importante qu'il veut bien vouloir mettre à sa disposition. M. le président du Conseil et M. le ministre de la marine.

ROUEN. — Le préfet vient de mettre un secours à la disposition du maire de Dieppe pour venir en aide aux familles des naufragés de l'*Angers*, qui s'est perdu cette nuit à Dieppe.

DUNKERQUE. — La tempête qui sévit depuis hier a été marquée par un sinistre. Hier soir, vers 9 heures, le trois-mâts allemand *Friede*, venant de Philadelphie, arrivait au mouillage sous la conduite d'un pilote, au plus fort de l'ouragan. A proximité de l'endroit où il comptait mouiller, on aperçut soudain un quatre-mâts, la *Persévérance*, à l'ancre.

L'*Friede*, grâce à une prompte manœuvre, put éviter un abordage, mais ne put émettre en temps utile et vint se jeter à la côte Est. Le vent faisait rage et la mer déferlait par-dessus le navire. Ses signaux de détresse furent aperçus et le canot de sauvetage sortit. A trois reprises, ses efforts demeurèrent infructueux et ce fut ce matin seulement que l'équipage, composé de quinze personnes et de la femme du capitaine, put être débarqué.

Le navire, qui a un chargement de pétrole, fatigue beaucoup. On ne sait s'il sera possible de le renflouer.

BREST. — Un grand vapeur italien, l'*Edilio*, demande du secours en vue d'Ouessant.

La mer épouvantable ne permet pas de pousser à ce vapeur, dont la situation est critique.

Poussé par un fort vent, il s'est jeté à la côte dans la baie d'Arland et est considéré comme perdu.

L'*Edilio* a 410 mètres de longueur. Il a de nombreuses voiles et d'un équipage ont été sauvés par le bateau de sauvetage d'Ouessant.

De nombreux bateaux de pêche sont brisés ou avariés par la tempête.

CAMARET. — Pendant la violente tempête d'hier, le canot *Edouard Hollandre*, de la Société centrale de sauvetage des naufragés, a sauvé les six hommes d'une chaloupe de pêche en perdition.

QUIMPER. — On est sans nouvelles depuis dimanche de la chaloupe *Saint-Joseph*, de Douarnenez, qui est partie de ce port pour Morlaix, avec le patron Joseph Moysan, son valet et trois passagers. Il s'agit d'un petit voilier s'embarquant malgré le mauvais temps. On considère le *Saint-Joseph* comme perdu corps et biens.

ANGERS. — De tous les points du département de Maine-et-Loire arrivent les nouvelles des dégâts causés par la tempête. A Saumur, la voiture de la poste a été renversée par le vent sur le pont Cessard, en traversant la Loire.

Aux Ponts-de-Cé, deux énormes cheminées de l'usine Jouberl se sont abîmées sur la maison voisine qu'elles ont écrasée. La maison était habitée par des ouvriers, heureusement sortis. Les dégâts matériels sont considérables.

BOURGES. — Les dégâts causés par la tempête sont très importants. A Vierzon, un hangar de la Compagnie d'Orléans, long de quinze mètres sur soixante de large, a été renversé; un seul pigeon est resté debout. Si l'accident se était produit la nuit, dix employés auraient été tués ou blessés. La perte est de 35,000 francs environ. Un aiguilleur a été enlevé avec sa guérite. Aux tuileries mécaniques du Berry, toute une charpente a été enlevée. Plusieurs autres maisons ont eu leur toiture arrachée. Aux établissements militaires de Bourges les dégâts sont importants. Deux énormes cheminées en tôle ont été renversées, brisant tout. Un atelier a été éteint par un fourneau. Les ouvriers chôment. Pour l'une de ces cheminées, en cours de construction, la perte est évaluée à 40,000 francs.

BORDEAUX. — Un vaste hall en fer dépendant d'une usine en construction, à Mérignac, a été renversé, hier, par la tempête. Des dégâts moins graves sont partout nombreux depuis deux jours. Fort heureusement aucun accident de personnes n'est signalé.

BAYONNE. — Une violente tempête a sévi cette nuit et ce matin.

La Nive est débordée; plusieurs communes longeant la rivière sont inondées. Une partie de Bas-Cambo est sous les eaux qui menacent d'envahir la voie ferrée. Les communications avec Bayonne sont difficiles, par suite de la rupture des poteaux télégraphiques.

A Saint-Jean-de-Luz, quatre bateaux ont été obligés de manœuvrer toute la nuit. Le mauvais temps continue. On ne signale pas d'accident de personne.

SAINT-SÉBASTIEN. — Le mauvais temps règne sur la côte. Le courrier de France n'est pas arrivé hier soir.

ROME. — Des dépêches de Livourne, Naples, Palerme, Porto-Maurizio, signalent des tempêtes. Plusieurs bateaux ont sombré, mais les équipages sont saufs.

A Naples, un matelot s'est noyé.

## LES AFFAIRES EN COURS

Nous avons annoncé que la Chambre criminelle de la Cour de cassation avait décidé de faire interroger Dreyfus par commission rogatoire. Nous pouvons ajouter que c'est exclusivement sur la question des aveux que l'ex-capitaine Dreyfus va être interrogé.

M. Loew, président de la Chambre criminelle, a délivré une commission rogatoire au président de la Cour d'appel de Cayenne, qui sera chargé d'aller questionner le détenu, sur les points indiqués par la Cour suprême.

Le gouvernement a reçu, dans la journée de dimanche, le texte de la commission rogatoire et des questions, et il a dû les faire télégraphier dans la soirée à Cayenne.

Conformément à la règle, le magistrat investi de la commission rogatoire a dû faire prévenir Alfred Dreyfus vingt-quatre heures à l'avance des questions qui allaient lui être posées.

En tenant compte des délais de transmission, c'est, selon toutes probabilités, aujourd'hui ou demain que Dreyfus sera interrogé.

Le texte de ses réponses devra être envoyé à la Cour de cassation par dépêche.

La Chambre criminelle a fait citer devant elle sept officiers étant ou ayant été attachés au bureau des renseignements au ministère de la guerre, notamment M. Lauth et Gribelin, pour les interroger sur diverses questions que soulèvent les dépositions précédemment reçues par elle.

La Liberté croit savoir que le Conseil des ministres ne s'est pas occupé, hier matin, de l'incident Bard-Chevalier de Beaurepaire. Cet incident, d'après notre confrère, ne donnera lieu à aucune mesure de la part du ministre de la justice, et toutes les explications qu'il comporte seront fournies par le garde des sceaux à la tribune de la Chambre, en réponse aux interpellations annoncées.

M. de Saint-Auban, l'avocat de Mme veuve Henry, n'a pas encore présenté au président des Assises la requête de Mme Henry à fin de désignation d'un jour fixe pour les débats du procès Henry-Reinach.

Dans ces conditions, M. Joseph Reinach ne recevra son assignation à comparaître en Cour d'assises que demain ou après-demain, selon toute vraisemblance.

G. Davenay.

## REVUE DES JOURNAUX

Les Comités plébiscitaires de la Seine, au nombre de vingt-huit, ont procédé récemment, ainsi que nous l'avons dit, au renouvellement de leurs bureaux. Une déléguée composée des présidents élus est allée à Bruxelles, saluer le prince Napoléon et s'entretenir avec lui des événements actuels, afin de prendre son conseil sur la conduite à suivre.

Quelles sont les opinions du prince sur les questions qui nous agitent? Que fait-il? Que veut-il? Quels sont ses projets?

C'est ce qu'un rédacteur du *Matin* est allé demander, dès son retour de Bruxelles, à un militant du parti bonapartiste, qui lui a fait les importantes déclarations qui suivent:

Le prince Victor, nous a-t-il dit, a trente-six ans. Il est d'aspect élancé, d'aspect énergique, la figure, aux traits accentués, barrée d'une forte paire de moustaches. Son abord imposant, son air grave et réfléchi donnent immédiatement l'impression d'un homme autoritaire, très tenace dans ses idées, très avancé dans ses résolutions.

Il écoute chacun avec la plus bienveillante attention; puis, lorsqu'il répond, sa physiologie s'anime; il discute point par point les arguments qu'on lui a soumis, en montre les côtés faibles et donne nettement son avis.

Très pénétré du rôle qu'il peut jouer, il est hostile à toutes les manifestations oiseuses, à toutes les débauches sans résultat, ne voulant pas se compromettre dans de vaines tentatives qui ne lui permettraient pas de donner la mesure de son courage, de sa volonté et de son énergie.

Très décidé à l'action, il est convaincu qu'aujourd'hui l'indifférence et la venalité ont à ce point affaibli les caractères qu'il est devenu impossible de tenter quoi que ce soit par les moyens légaux.

Très résolu au coup de force nécessaire, il s'y prépare, il le combine, ne voulant laisser au hasard que la plus petite part possible; et, lorsque arriveront les événements prévus — plus proches qu'on ne le suppose — il prendra lui-même la tête du mouvement, se couplant tout retraite, certain tout au moins, si le succès ne couronnera pas ses efforts, d'avoir lutté d'une façon digne du nom de Napoléon.

Le prince Louis, qui sera prochainement le général Bonaparte, se trouvera à ses côtés le jour de l'action, donnant ainsi à son aide l'appui de son prestige et de son talent militaire.

Les deux frères sont étroitement unis par une vive et sincère affection. Les bruits de désaccord, qu'on avait essayé de répandre, n'ont aucun fondement.

Au sujet de la question juive, le prince a déclaré qu'il était très éloigné de l'extradition de certains polémistes antisémites. D'après lui, les juifs n'ont accaparé en France une puissance anormale que grâce à la faiblesse du gouvernement parlementaire qui, obligé d'avoir recours à leur force financière, a payé leur aide par des places, des honneurs et des dignités accordés sans mesure et sans droits. C'est à eux seuls, et non à nous, qu'il faut attribuer la responsabilité de la situation actuelle, ayant une responsabilité, pouvant imprimer au pays une direction, leur enlever immédiatement les injustes prérogatives qu'ils ont arrachées à l'incurie du parlementarisme.

Mais le prince a ajouté que, nettement hostile à toutes les guerres de race et de religion, très pénétré de principes de la Révolution, il ne comprend pas qu'on réclame l'expulsion de telle ou telle caste; qu'une fois

les juifs chassés, il n'y aurait pas de raison pour qu'on ne s'attaquât pas aux protestants, et que, quant à lui, il ne défendait jamais ce qui n'est que l'arbitraire en soi. Mais ce qui, aux yeux de Napoléon, est le droit de citoyen. Le prince Victor a peu parlé de l'affaire et il a rejeté le poids de tous les troubles et de toutes les complications sur le manque de décision et d'autorité des ministères qui se sont succédé au pouvoir. « J'ai toujours dit, a-t-il dit, je suis et je serai toujours d'accord avec l'armée, que j'aime passionnément; je ne comprends pas qu'on tolère les attaques injustifiées dont elle est l'objet; elle ne peut être responsable de la conduite de certains officiers assez oublieux des traditions d'honneur et de loyauté pour aller sciemment la vérité, quels que soient, d'ailleurs, les motifs auxquels ils se livrent, à l'aveugle, à l'obéissance. Le drapeau doit être au-dessus de tout, mais je n'admets pas que le patriotisme soit une excuse à commettre un faux. »

Les instructions très précises que le prince a données ne peuvent, bien entendu, pas être divulguées. D'une façon générale, il a été décidé par les Comités plébiscitaires à tous les mouvements qui se font, à toutes les ligueurs qui se forment, de telle sorte qu'au moment voulu les bonapartistes puissent prendre la tête du grand parti des mécontents, et diriger l'action.

Il a laissé à tous l'impression très vive d'un chef déterminé, sûr, et dont le silence gardé par lui jusqu'à présent — a caché toute une période d'organisation et de combinaison d'un plan parfaitement conçu dont la réalisation ne se fera pas attendre.

M. Ernest Lavisse, de l'Académie française, dans une lettre adressée au directeur du *Temps*, donne son opinion sur la Ligue de la Patrie française, qui vient de se fonder.

La Ligue de la Patrie française, écrit-il, a un très beau nom, mais elle pourrait se vanter d'être la plus grande ligue d'aujourd'hui, car nous sommes tous des serviteurs de la patrie française, divisés seulement par des opinions.

Dans le manifeste de la Ligue nouvelle, une formule m'inquiète: « Travailler à maintenir, en la conciliant avec le progrès des idées et des mœurs, les traditions de la patrie française. » Je voudrais que l'on me donnât la liste nominale de ces traditions qu'il s'agit de maintenir, et, comme on parle en outre de les concilier avec le progrès des idées et des mœurs, et que les accords de cette sorte ne vont pas sans de mutuels sacrifices, je voudrais savoir quels sont les plus grands sacrifices seront demandés aux traditions ou bien au progrès des idées et des mœurs.

Le manifeste est très court. Après les considérants, trois phrases seulement: je viens de citer la première; la seconde répète l'esprit de secte, ce qui est bien, mais personne ne s'avoue à soi-même avoir l'esprit de secte; la troisième, de se faire une petite chapelle est la cathédrale. La troisième phrase répète la première, sous une autre forme: « Fortifier l'esprit de solidarité qui doit relier entre elles, à travers le temps, toutes les générations d'un grand peuple. » A travers le temps, c'est un espace indéfini, et toutes les générations, c'est beaucoup de générations. Je voudrais que l'on remonte à la Gaulo chevelue, ni même à l'arrivée des Francs; plus près de nous encore, il y a des générations avec lesquelles je ne me sens pas, ni ne veux pas me sentir en rapport de solidarité.

Dans ce programme, si bref, le passé tient à peu près toute la place. Par nature d'esprit, je suis porté vers le futur. Par profession, je sais la puissance du passé, et qu'il se défend bien de lui-même, et qu'un syndicat d'assistance ne lui est pas nécessaire.

M. Lavisse estime qu'un peuple doit toujours beaucoup à son passé, mais que le passé n'est pas tout bienfaiteur, et qu'il ne faut pas appliquer aux traditions la théorie du bloc. Il ajoute:

Dans les considérants du manifeste, je me suis arrêté devant un mot: « Persuadés que l'agitation ne saurait durer davantage sans compromettre les intérêts vitaux de la patrie française, et notamment ceux dont le glorieux dépôt est aux mains de l'armée nationale. » Notamment, laisse sous-entendre que l'armée nationale est menacée, mais les li ne sont pas nommés. Peut-être, s'ils l'avaient été, des signatures manqueraient au bas du manifeste; peut-être aussi que sans notamment, d'autres signatures se seraient dérobées. Notamment, très habile, me préoccupe. Il aurait mieux valu, ici encore, définir par énumération, car, si des intérêts également vitaux étaient également menacés, et si l'opinion égarée les croyait contradictoires, la cause à plaider, la cause digne de tels avocats, ce serait la conciliation. La conciliation, voilà ce qui est urgent, difficile, méritoire (parce que difficile). La conciliation, c'est l'œuvre à faire.

L'éminent académicien n'en est pas moins très heureux que la mobilisation des intellectuels s'élargisse, ceux-ci étant demeurés trop longtemps hors de la vie démocratique et de l'action sociale.

Tout ce mouvement — ces créations de ligues, ces réunions, ces discours — est salutaire, je le souhaite qu'il s'anime de plus en plus. Mais il ne faut pas que ce soit le moule de la liberté. Si nous les avions tous pris, nous aurions évité à ce pays des misères et des hontes. Il ne faut pas laisser agir ni parler seuls les professionnels de la politique.

Les intellectuels récemment enrôlés pour l'action, et dont tout le tourment de la cause de l'armée, alors que leurs confrères, combattants de la première heure, plaident surtout celle de la justice. Mais il ne faudrait pas croire que ces défenseurs de la justice aient jamais été des ennemis de l'armée. Ils sont allés à la presse, voilà tout. Ils savent bien que la France vivra sous la loi, et qu'ils ont le droit de dire qu'il n'y a point d'armée sans ordre et sans discipline. Ils aiment les glorieux souvenirs et perpétuent en eux-mêmes les souvenirs tristes. Beaucoup d'entre eux, par la parole et par les livres, ont transmis et recommandé à la jeunesse l'héritage sacré des défaites héroïques et des revendications justes. Ils ont le cœur en deuil depuis trente ans.

L'idée qu'ils ont de l'armée est très haute. Ils ne la considèrent pas, il est vrai, comme une pure force propre à tous usages. Ils n'aiment point le sabre pour lui-même, le sabre en soi, dont la religion est prêchée par quelques fétichistes égarés en notre civilisation occidentale, mais ils ont vu, une personne morale, en notre armée, tout le monde sert en vertu d'un devoir: le devoir envers la patrie française, la plus humaine des patries. Pourquoi les intellectuels n'aimeraient-ils pas avec passion l'épée de la France? Par-dessus les autres épées, par-dessus celle de l'Angleterre, par-dessus l'épée de l'Allemagne, par-dessus la nôtre, la gloire, la beauté d'être une sentimentale et une intellectuelle.

M. le Comité d'initiative de la Ligue de la Patrie française a communiqué hier aux journaux la déclaration suivante:

M. Hervé de Kérhant écrit ce matin dans le *Soleil*: « Quant à nous, nous serons heureux de signer le manifeste de la Ligue, après tant de personnalités illustres qui se sont inscrites sur la liste. » Et plus loin: « On voit que c'est la politique du *Soleil* que la Ligue veut bien adopter, mais elle s'en va, nous sommes très fiers et nous ne pouvons qu'adhérer avec enthousiasme à la Ligue de la Patrie française, dont le programme répond d'une manière complète à nos aspirations. » M. de Kérhant semble donc partager nos sentiments. Mais, comme nous ne partageons pas tous les liens et que nous ne pouvons pas tous avoir le même rôle, nous sommes très heureux de déclarer, pour éviter toute équivoque, que nous n'acceptons, pour le mo-

ment, aucune des signatures qui ont appuyé les manifestations en faveur de Dreyfus de l'épée. Nous voulons, en effet, comme on l'a dit, nous placer au-dessus de l'affaire Dreyfus et durer plus qu'elle.

Le Comité d'initiative:

François COPPÉE, Jules LEMAITRE, Marcel DUBOIS, Louis DAUBESSE, Gabriel STYVENON, Henri VAUGOIS.

\* Le *Temps* a interviewé un certain nombre des signataires de la Ligue pour la Patrie française. La place nous manque pour reproduire les impressions ainsi recueillies par notre confrère auprès de MM. Cherbuliez, Thureau-Dangin, J.-M. de Heredia, Legouvé, Henri Lavedan, Marcel Dubois, Larroumet, François Coppée et Maurice Barrès.

\* D'un très attachant article que M. Bertol-Graivil consacre, dans la *Revue encyclopédique*, à la mémoire de Mme Cécile Carnot, nous détachons l'anecdote suivante:

C'est bien à tort qu'on a prêté à Mme Carnot une influence prépondérante sur les décisions du Président. Si, par amour-propre, elle se préoccupait de ce que la presse publiât sur son mari, elle se tint toujours à l'écart des combinaisons politiques et n'intervint jamais auprès de ses collaborateurs. Une fois — une seule — elle sollicita une faveur d'un ministre. Dieu sait quel effort cela lui coûta! M. Delcassé était alors ministre des colonies.

Un soir, après un dîner à l'Élysée, Mme Carnot le prit à part et lui dit: « Je suis confuse, mais j'ai un gros service à vous demander... » M. Delcassé qui est l'affabilité en personne, répondit: « Je vous en supplie, madame, demandez; je vous suis tout acquis. » Et déjà il envisageait la possibilité d'une vaste concession à accorder ou d'une nomination à un poste important. Timidement, Mme Carnot reprit: « Si je suis indiscrète, vous ne m'en voudrez pas... Le fils d'une de mes amies est un philatéliste fervent, et je lui ai promis d'obtenir de vous une collection de timbres coloniaux. » Voilà le genre de services que Mme Carnot demandait aux collaborateurs de son mari.

A cet article de M. Bertol-Graivil sont jointes de jolies reproductions de photographies: réunions de famille à l'Élysée, portraits des enfants de Mme Carnot, vues du château de Presles, autographe de Mme Carnot.

Signalons encore dans le même numéro de la *Revue encyclopédique*: l'article de M. Marcel Pagnol sur le ministre Brissot; d'intéressantes notes de Mlle Judith Cladel sur le comédien Novelli; l'article de M. Roger Marx sur Auguste Rodin et son œuvre, etc. En hors texte, une magnifique reproduction du *Baiser*, de Rodin, qui fut exposé au Salon de 1898, en même temps que le *Balzac* du même artiste.

Le Liseur.

## LA LIGUE DES CONTRIBUABLES

L'année 1899 commence avec autant d'entrain que la précédente a fini, au point de vue du mouvement d'adhésion à la Ligue des contribuables. Le caractère absolument national, impersonnel, patriotique de l'œuvre entreprise frappe tous les esprits et réunit les concours les plus empressés venant de tous les points de l'horizon politique, ainsi que le démontre la nouvelle liste des journaux de départements, témoignant leur sympathie à la Ligue.

Citons notamment:

L'*Avenir du Puy-de-Dôme*; le *Journal de la Nièvre*, de Nevers; le *Journal de Saint-Quentin*; le *Messenger*, *Mémorial de l'Allier*, de Moulins; l'*Éclair*, de l'*Indre*; l'*Indépendant*, de Bourges; l'*Écho rochelais*, de La Rochelle; le *Salut public*, de Lyon; le *Journal de la Marne*, de Châlons; le *Progrès*, de Dijon; l'*Echo saumurois*; le *Mémorial de la Loire*, de Saint-Etienne; le *Courrier*, de Poitiers; l'*Ère nouvelle*, de Tarbes; le *Progrès de la Somme*, d'Amiens; la *Gironde*, de Bordeaux; le *Républicain d'Orléans*; le *Journal de Pérone*, de la Somme; l'*Indépendant*, de Tournon; le *Journal d'Annonay*; le *Patriote républicain*, de Chambéry, etc., etc.

Notre confrère de Paris, l'*Agriculture moderne*, si répandu et si autorisé dans le monde des cultivateurs, consacre une partie de sa « Semaine » à montrer en combien les termes aux petits contribuables combient ils ont plus que tous autres intérêt à prendre part au mouvement qui a pour but de « sauver leur bourse en sauvant celle de la France ».

La Ligue des contribuables a également reçu la précieuse adhésion du Comité de l'*Union libérale républicaine*, dont les doctrines se sont affirmées avec tant de force dans le même sens, aux dernières élections et à la précédente session des Conseils généraux.

Que les choses continuent ainsi et l'énergique appel de M. Jules Roche à l'action libre des bons citoyens de tous les partis sera peut-être plus vite entendu qu'on ne pense par le « million » de contribuables que nous souhaitons l'autre jour.

Nous rappelons que la réunion pour la formation du bureau et du Comité de la Ligue aura lieu mercredi 11 janvier, à 8 heures 1/2 du soir, salle des Ingénieurs, rue Blanche, 49.

Dès à présent, tous les membres participants sont priés de se considérer comme invités











